

incapables de lutter contre les exigences du moment.

—L'élection des officiers de la garde nationale a commencé le 5, elle se faisait avec tranquillité. La lutte est entre les modérés et les ultra-républicains : et le résultat influera sur la composition de l'assemblée nationale.

—Une armée française d'observation doit être formée sur la frontière de l'Italie, depuis la Méditerranée à la Suisse. Un renfort de 10,000 hommes va être envoyé en Algérie.

—Les rues de Paris ont été dernièrement remplies par des troupes nombreuses d'ouvriers qui allaient présenter au gouvernement leurs offrandes patriotiques.

—Les agents diplomatiques de la Belgique, de la Prusse et de l'Autriche ont fait des représentations au gouvernement provisoire pour avoir permis aux Belges, Allemands et aux Polonais de faire des démonstrations publiques contre leurs gouvernements respectifs. M. Lamartine a répondu que le gouvernement ne pouvait intervenir dans ces démonstrations.

—Il y a eu une mutinerie dans l'armée, et des troubles sérieux ont eu lieu à Lyon, Sarrebourg et Libourne.

—Le maréchal Bugeaud, et MM. Thiers et Béranger ont refusé la candidature à l'Assemblée nationale.

—D'après le *National*, le gouvernement a décidé d'acheter tous les chemins de fer de la France en payant aux actionnaires le prix que valaient les actions au 31 de février.

—Le gouvernement provisoire ayant sequestré les lignes des chemins de fer d'Orléans et du Centre, les directeurs de ces chemins se sont assemblés et ont décidé de convoquer les actionnaires pour le 27 et le 28 d'avril pour demander le rappel du décret de séquestre, et que pendant la durée du séquestre, toutes les mesures possibles soient prises pour protéger les droits des actionnaires et des tiers.

Les collecteurs des taxes ont été autorisés à faire remise ou à diminuer les contributions de 45 pour cent pour une année, dans les cas où ces contributions leur paraissent oppressives. M. Arago a été nommé ministre de la guerre et rempli par interim les devoirs de ministre de la marine.

—Une taxe a été imposée sur les salaires de tous les fonctionnaires publics. On dit que M. Garnier Pagès va résigner la place de ministre des finances et que M. Achille Fould lui succédera.

**DECRETS ET PROCLAMATIONS** du gouvernement provisoire depuis les dernières dates.—La Banque de France autorisée à escompter les billets n'ayant qu'un prometteur et un endosseur.

—Comité de surveillance du fonds d'amortissement aboli ainsi que la *Caisse des Dépôts* aux consignations ; ces institutions ont été placées sous le contrôle du ministre des finances.

—Les actes des commissaires du gouvernement sont déclarés sans effet jusqu'à ce qu'ils aient été ratifiés par le gouvernement provisoire.

—Les banques des provinces autorisées à suspendre leurs paiements en espèces.

—Le 1er paragraphe de l'art. 119 du

Codé d'Instruction Criminelle qui fixe à 500 francs le montant du cautionnement exigé pour l'admission à caution d'un accusé, est aboli. Une police sous le nom de *Gardiens de Paris* a été établie.

—Libelles de la presse contre les fonctionnaires publics mis sous la juridiction des cours ordinaires.

—Le ministre de la justice autorisé à accorder des lettres de naturalisation aux étrangers qui justifieront une résidence de cinq années en France.

**ESPAGNE.**—L'arrivée de la duchesse de Montpensier a été le signal d'un cri général contre les anglais que l'on accuse d'un manque de respect envers l'héritière présomptive du trône d'Espagne, parce que la duchesse s'étant présentée avec son époux au palais de la Reine d'Angleterre, sa majesté l'aurait fait attendre jusqu'à ce qu'elle eût consulté le ministre des affaires étrangères ; qu'enfin elle aurait fait dire par un huissier du palais qu'elle recevait l'infante d'Espagne, mais qu'elle ne pouvait recevoir la duchesse de Montpensier et son époux qu'en présence de son ministre. Cette nouvelle avait excité au plus haut degré le colère des modérés de Madrid qui voulaient même déclarer la guerre à l'Angleterre. M. Bulwer, le chargé d'affaires anglais s'étant présenté chez la reine d'Espagne, celle-ci lui a fait refuser l'entrée de son palais.

Les cortès ont été dissoutes le 23 mars ; cet événement a produit une grande sensation dans toute l'Espagne.

Une insurrection a eu lieu à Madrid dans la nuit du 26 de mars. On avait formé le dessein de renverser le ministère au moyen d'une émeute dans laquelle on pensait que les troupes se joindraient au peuple ; mais les soldats ayant déclaré qu'ils combattraient contre le peuple, les chefs du complot contre-mandèrent les ordres qu'ils avaient donnés à l'égard de l'émeute projetée. Le peuple n'en fit aucun cas, s'assembla vers 6 heures du soir et éleva avec une promptitude étonnante plusieurs barricades. Le combat commença vers 7 heures et se prolongea jusqu'à 3 heures du matin ; le peuple fut repoussé sur tous les points et un grand nombre d'émeutiers faits prisonniers. On dit que 200 personnes tant du peuple que des troupes ont été tuées, et un grand nombre blessés.

La Reine mère a quitté Madrid pendant l'insurrection.

La constitution a été suspendue, et les prisonniers faits dans l'insurrection, au nombre de 246, ont été jugés sans délai par une cour martiale. Deux d'entre eux ont été condamnés à mort, mais la reine leur a pardonné.

**PORTUGAL.**—Le budget ne passera pas dans la chambre des députés. La tranquillité la plus profonde régnait à Lisbonne. Le gouvernement s'occupe à organiser une force militaire considérable.

**BELGIQUE.**—Une colonne de 8 à 900 belges accompagnée de quelques français, a laissé Paris le 24 mars dans l'intention d'opérer un mouvement révolutionnaire en Belgique. Elle a été arrêtée à la frontière par les autorités belges. Une autre bande qui s'appelle la légion belge pénétra en Belgique le 29 de mars. Elle fut arrêtée par le poste avancé du général Fleury-Duray composée de

200 hommes d'infanterie, du 2e régiment de chasseurs à cheval et de 25 artilleurs. La légion forte de 2000 hommes croyant avoir bon marché de l'avant poste, s'avança enorgueillie et tambours battant la charge et fut repoussée avec une perte de 400 hommes.

**DANEMARC.**—Des réformes ont été demandées par les habitants de Holstein au roi qui paraît décidé à les refuser. On dit que le roi s'est joint au Danois et qu'en conséquence les duchés de Schleswig et de Holstein se sont déclarés indépendants. Des lettres de Kiel du 26 mars annoncent que les hostilités ont commencé entre les Danois et les habitants de Schleswig et de Holstein.

**SUEDE.**—Une lettre de Stockholm du 21 mars dit :—La tranquillité de notre ville a été sérieusement troublée ces jours derniers. Le 18, une foule immense, après un banquet réformiste, s'est avancée vers le marché où elle a cassé les vitres. Les troupes appelées pour rétablir l'ordre, furent reçues à coups de pierres et pour leur propre défense furent obligées de faire usage de leurs armes qui tuèrent et blessèrent un grand nombre de personnes. L'ordre fut rétabli à une heure du matin. Une sensible scène se renouvella le 19 et les militaires furent encore forcés de se servir de leurs armes. 50 personnes ont été atteintes ; 10 ou 12 tués et 70 à 80 blessés.

**ALLEMAGNE.**—Une grande assemblée nationale du sud et duouest de l'Allemagne a eu lieu à Heidelberg le 26 de mars. 3000 allemands armés y étaient présents. Elle doit se réunir à Francfort le 30. Les nouvelles reçues des diverses parties de l'Allemagne sont de nature à inspirer de graves inquiétudes.

**PRUSSE.**—Tout y est tranquille depuis que le roi a accédé aux réformes qui lui ont été demandées. Un ministère populaire a été nommé. On pensait à Berlin qu'une guerre avec la Russie était inévitable.

**AUTRICHE.**—L'empereur a décidé de recouvrer par la force, la Lombardie. Le comité national polonais de Posen est dissous et s'est formé en commission pour réorganiser le duché de Posen.

La cour secrète de police a été abolie et la liberté de la personne proclamée.

**HONGRIE.**—La chute de Metternich a empêché une déclaration d'indépendance de la part de ce pays ; un gouvernement national populaire a été formé avec la sanction de l'empereur d'Autriche.

**RUSSIE.**—L'empereur a lancé un manifeste dans lequel il censure le mouvement révolutionnaire de l'Europe qui menace même de s'étendre à la Russie ; il exprime sa ferme résolution de l'éloigner de son empire par tous les moyens en son pouvoir.

**RUSSIE ET POLOGNE.**—Un journal officiel a publié un article injurieux contre la nation française. Les troupes russes se concentrent sur les frontières de la Silésie. La Russie poursuit avec vigueur ses armements. Tout y est tranquille. L'esprit public y est hostile aux étrangers et surtout aux français que l'on parle de chasser du pays. Les chefs de la dernière révolution polonaise étaient à Cologne le 26 de mars, en route pour la Pologne. On dit que 150,000 russes sont déjà concentrés sur les frontières de la Pologne, et que 30,000 autres se rendent à la même destination.

**NAPES ET SICILE.**—Le parlement sicilien a été ouvert à Palerme le 25 de mars par le président du gouvernement provisoire, Don Ruggiero Settimo qui a été nommé régent. A Naples, il a eu un changement de ministère.

**ITALIE AUTRICHIENNE.**—Le 19 mars, le drapeau italien flottait sur tout